

## SECRETARIAT POLITIQUE

p.B.58.71 Amérique latine - DEJ/LER

Berne, le 24 février 1993

Les guérillas en Amérique latine : évolution et perspectives**1. Introduction**

Actuellement, trois pays latino-américains, la **Colombie**, le **Guatemala** et le **Pérou**, vivent encore à l'heure de l'instabilité due à la persistance de mouvements de guérilla. Dans d'autres pays comme au **Panama**, en **Uruguay**, au **Venezuela**, et en **Bolivie** se trouvent des mouvements révolutionnaires moins importants qui pratiquent également la lutte armée.

Nombreux sont ceux qui pensent que ces guérillas n'ont plus de justification idéologique et qu'ayant perdu le soutien extérieur des pays de l'Est et de Cuba, elles n'ont pas d'avenir. Les chefs historiques ont la soixantaine et ne peuvent plus évoluer. Avant, les guérilleros étaient marxistes, actuellement, ils semblent chercher un second souffle idéologique. Le fait qu'au Pérou et en Colombie, les mouvements de guérillas coopèrent avec les narco-traficants semblent donner raison à l'affirmation selon laquelle les guérilleros seraient en train de perdre leurs aspirations idéologiques.

Mais il n'est pas sûr que ces mouvements disparaissent aussi facilement. Comme tente de l'expliquer ce rapport, les mouvements de guérillas en Amérique latine ont une **origine régionale** et n'ont que peu été influencés par l'étranger. Ces mouvements trouvent avant tout leur origine dans la misère séculaire des populations rurales et les inégalités sociales au sein des grandes villes. A cet état de fait s'est ajouté le **souffle idéologique** apporté par le bouleversement politique dû à l'instauration d'un régime marxiste à Cuba depuis 1959 et l'échec brutal des tentatives de réforme au Chili en 1973. Fidel Castro et Salvador Allende ont par leurs combats politiques donné un élan réformiste et révolutionnaire à toute la région. Quelle influence cette période idéologique troublée, qui a duré un quart de siècle environ, a-t-elle actuellement ? Quelles significations peut-on tirer du passé pour parler de l'avenir des mouvements de guérilla en Amérique latine ?

**2. Une région marquée par l'image de deux figures politiques**

Deux hommes plus que tout autres auront marqué l'histoire contemporaine des peuples latino-américains.



La Révolution cubaine avec **Fidel Castro** à sa tête suscite un énorme élan mytico-romantique qui tombera d'ailleurs plus tard. L'établissement du premier régime ouvertement socialiste de la région lié à l'Union soviétique marque l'intrusion de la question du **choix de société** dans le sous-continent. A l'époque, Jean-Paul Sartre, symbole d'une certaine intelligentsia de gauche, avait qualifié le régime castriste "d'unique révolution humaniste de l'après-guerre". **Salvador Allende**, lui, à travers sa tentative démocratique de transition au socialisme, a suscité les espoirs de tous les "progressistes" latino-américains. Son assassinat en 1973 révèle l'étendue des problèmes sociaux, l'hégémonie des Etats-Unis et la férocité des répressions.

A dater de ces deux événements considérables, l'Amérique latine changera son image et ne se considère plus comme l'arrière-cour des Etats-Unis.

### 3. Les conséquences de la révolution cubaine

Le triomphe de la révolution cubaine en 1959 **remet à l'ordre du jour la prise du pouvoir par la lutte armée**, tradition latino-américaine qui remonte à Simon Bolivar. L'existence d'importantes inégalités sociales et la domination des Etats-Unis créent un environnement propice pour radicaliser la jeunesse. Celle-ci, frustrée par les tentatives réformistes avortées (Arbenz au Guatemala, Péron en Argentine, Vargas au Brésil, etc..) et le blocus américain contre Cuba, trouve soudainement dans la lutte politique (et pour une partie d'entre elle dans la lutte armée) l'instrument dont elle avait besoin pour satisfaire ses nouvelles ambitions idéologiques.

Un homme symbolise cette volonté de changement radical, c'est le héros de la révolution cubaine, **Che Guevara**. Rejetant l'orthodoxie communiste qui s'appuie sur le prolétariat urbain et le discours maoïste qui préconise le travail d'endoctrinement, il est convaincu de la nécessité de la "guerre de guérilla" pour faire la révolution. Il est persuadé que les zones rurales sont les meilleurs champs de bataille dans les pays sous-développés. L'assistance des Etats-Unis aux armées locales, l'inexistence d'un appui ouvrier et le manque d'organisation de la lutte rurale seront les facteurs qui feront échouer ces guérillas hâtivement implantées<sup>1</sup>.

En octobre 1967, en Bolivie, Che Guevara, coupé de la population indienne, abandonné par le parti communiste bolivien et traqué par les forces armées, est capturé et abattu.

---

<sup>1</sup> Des révoltes armées éclatent en Colombie, au Venezuela, au Guatemala, au Pérou, en Bolivie, en Argentine, au Brésil et au Nicaragua.

Des guérillas urbaines surgissent toutefois encore, à partir de 1968, au Brésil, en Argentine et surtout en Uruguay (les Tupamaros). Elles sont influencées par l'exemple cubain et obéissent fidèlement à l'orthodoxie révolutionnaire. Là également, après des succès initiaux, les groupes de combattants sont décimés. C'est une dizaine d'années après la mort de Che Guevara que les thèses castristes ressurgissent avec une vigueur nouvelle. Mais cette fois, la priorité est mise sur le **travail politico-militaire de masse** plutôt que sur la **mobilisation paysanne** prônée par Che Guevara.

La victoire des sandinistes au **Nicaragua** en 1979, qui se sont appuyés sur l'action révolutionnaire urbaine combinée avec des opérations de guérilla rurale, s'accompagne de l'émergence de mouvements armés: Salvador, Guatemala, Surinam, Chili (groupes réduits de guérilla urbaine), Equateur et Pérou<sup>2</sup>. Bien que le **marxisme** constitue l'un des fondements idéologiques de ces groupes armés, ils ne se proclament pas communistes et ne subissent pas une influence directe de Moscou (à l'exception des Forces armées révolutionnaires de Colombie, FARC, pro-communistes).

#### 4. Les conséquences de "l'expérience Allende"

L'**Unité populaire** qui porte Allende au pouvoir en 1970, procède de l'alliance entre socialistes et communistes. Dans son discours inaugural, le nouveau président déclare : "Le Chili vient de donner une preuve extraordinaire de son haut niveau de conscience et de développement politique, permettant à un **mouvement anticapitaliste** d'assumer le pouvoir par le libre exercice des droits civiques". Il annonce à cette occasion la socialisation progressive des moyens de production, le dépassement de la division des classes et promet une réforme agraire.

Dès 1971, Washington s'inquiète des nouvelles orientations chiliennes et décide dans un premier temps d'isoler ce pays avant de charger la CIA d'organiser un coup d'Etat.

Survenant après l'écrasement des guérillas castristes, donc des partisans de la lutte armée pour la prise du pouvoir, cet **échec de la voie démocratique** plongera la gauche latino-américaine dans un profond désarroi. Il provoquera une amorce de changement de stratégie chez les groupements réformistes, en Amérique centrale notamment. Les Sandinistes au **Nicaragua**, par exemple, tireront les leçons de l'échec d'Allende, qui a fait l'erreur de chercher l'alliance avec les forces armées. Les Sandinistes sont convaincus

---

<sup>2</sup> L'exemple du Pérou est particulier car la guérilla du Sentier lumineux, d'inspiration maoïste, rejète toute forme d'unité d'action avec les organisations de masse. L'autre guérilla, Tupac Amaru est d'inspiration guévariste.

que la seule solution est de neutraliser et d'éliminer l'opposition militaire.

L'expérience d'Allende aura en fin de compte contribué à radicaliser les mouvements réformistes.

## **5. Le nouvel ordre du grand voisin**

**Quelle influence cette période troublée**, qui s'est achevée avec le retour du sous-continent dans les années 80 à des valeurs démocratiques après la période des dictatures des années 70, **peut-elle avoir actuellement** ? Le péril communiste a disparu de l'Est, et Cuba, dernier bastion obstinément rouge du continent suite à l'effondrement de l'URSS, est bien isolé. La démocratie est considérée dans une plus large mesure comme la seule voie légitime pour conquérir ou garder le pouvoir. La plupart des pays d'Amérique latine ont entrepris, depuis le début des années 80, une "révolution néo-libérale" au risque d'en payer un coût social élevé. Ces changements se sont concrétisés durant la période où un **nouvel ordre mondial s'est dessiné**. Et contrairement à l'Europe de l'Est où ce changement a été vécu comme une libération, en Amérique latine, ce nouvel ordre a signifié, pour les élites "progressistes", la **perte de toute référence à un modèle alternatif au modèle nord-américain**. L'anti-américanisme reste fréquemment un élément constitutif de l'identité nationale, dont se servent aussi bien les bourgeoisies que les intellectuels latino-américains.

Le retour à la liberté s'est donc accompagné de l'émergence d'un modèle politique prônant le libéralisme économique, c'est-à-dire un modèle que l'on identifie au pays souvent considéré comme responsable de tous les maux du continent. De plus ce nouveau modèle ne permet pas de maîtriser les **inégalités sociales** grandissantes comme d'empêcher la paupérisation de vastes secteurs de la société.

On le voit, l'**aspect psychologique de poursuite de la dépendance** vis-à-vis des Etats-Unis ajouté aux **problèmes sociaux** sont des facteurs qui permettent aux guérillas latino-américaines de **continuer d'avoir une justification idéologique résiduelle**.

## **6. Les trois pays qui vivent au rythme de la guérilla**

**6.1.** En **Colombie**, tout comme au Guatemala, les affrontements avec l'Etat durent depuis une trentaine d'années. On constate que cet élément ne conduit pas à

une diminution de l'ardeur révolutionnaire mais plutôt à une révision des espérances. Les mouvements de guérilla ont perdu une grande partie de leurs aspirations idéologiques. Leurs volontés de réformes sociales apparaissent de plus en plus floues, ce qui rend d'autant plus difficile d'éventuelles négociations avec le gouvernement. Certaines sources indiquent que ces mouvements recherchent un lien avec les filières de la drogue pour accroître leurs autonomies financières.



De plus, on estime que la situation des guérillas colombiennes est meilleure en 1992 qu'en 1991. A cause de la **crise des institutions**, la **crise économique**, la montée de la **grogne populaire** et l'**évasion de Pablo Escobar**, la position du gouvernement s'est fortement affaiblie. La solution salvadorienne<sup>3</sup>, ni vainqueurs, ni vaincus, incite les guérilleros à rechercher l'équilibre militaire sur le terrain.

La Colombie semble avoir tourné le dos à l'espérance née du retour à la légitimité des mouvements de guérilla du M-19 et l'EPL en 1990. On assiste au contraire actuellement à une **radicalisation des positions** de tous les acteurs politiques (gouvernement, mouvements de guérillas et narco-traficants).

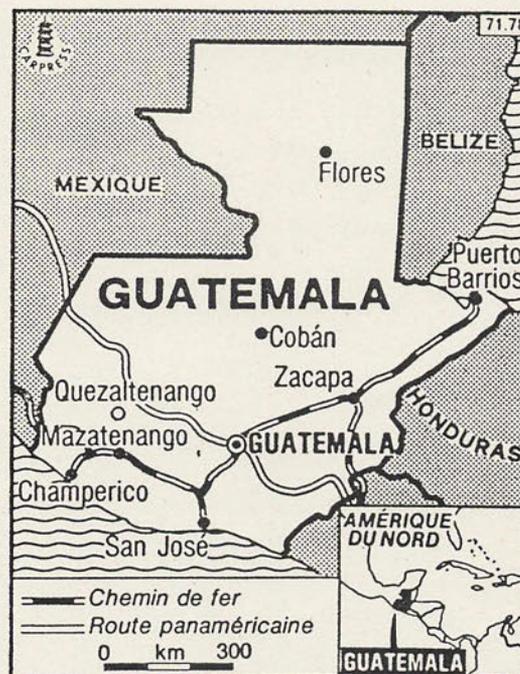
**6.2. Le Guatemala** est le seul pays d'Amérique centrale où sévise encore la guerre civile. Les divers mouvements de résistance qui réunissent environ 10'000 combattants savent qu'ils n'ont aucune chance de l'emporter. Ils ont donc accepté de négocier avec le gouvernement et avec l'armée, ce qui, pour l'instant, n'a pas apporté de résultats concrets. La récente proposition du président Serrano de signer un accord de paix avec l'URNG<sup>4</sup> (le principal mouvement de guérilla) sera sans doute rejetée par l'armée sans laquelle il est difficile d'envisager une issue pacifique du conflit.

<sup>3</sup> La fin de la guerre civile au Salvador a été rendue possible grâce à l'Accord de Mexico signé en janvier 1992 entre le gouvernement et la guérilla.

<sup>4</sup> Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca, fondée en 1982 par les principaux groupes de guérilla de l'époque.

Dans ce pays, il apparaît de plus en plus clairement que c'est l'inflexibilité des forces armées qui empêche toute solution, ce que semble avoir compris Washington qui a suspendu depuis décembre 1990 son aide militaire au Guatemala pour cause de violations des droits de l'homme.

L'URNG, fondée en 1982 par les principaux groupes de guérilla de l'époque a pour but la **cessation des violations des droits de l'homme**, la formation d'un **gouvernement véritablement représentatif** et la **fin de la discrimination raciale**.



6.3. Le Pérou a l'une des populations les plus meurtries de la planète. L'effroyable situation de détresse sociale et les harcèlements constants des groupes de guérilla ont finalement incité les Péruviens à faire confiance au Président Fujimori, un homme qui a eu le courage de dire non aux trois fléaux du pays : la **guérilla**, le **trafic de drogue** et la **désorganisation des structures étatiques**. Le mouvement Tupac Amaru et le Sentier lumineux, les deux principaux mouvements de guérillas du pays craignent cette évolution car ils n'ont aucun intérêt au renforcement des structures étatiques.



La **justification populaire** de ces mouvements au Pérou reste incertaine. Leurs excès sanglants et leur sectarisme les ont éloignés des mouvements progressifs. Mais la gauche péruvienne, vicéralement anti-américaine, déboussolée par l'effondrement du communisme, refuse souvent la réalité. Certains de ses leaders justifient l'action armée par la nécessité de tempérer la misère séculaire des hommes de la sierra et des

bidonvilles. Ces liens subtils et la puissance du courant anti-américain expliquent en partie la survie de la guérilla.

Le pouvoir péruvien dès le lendemain du 5 avril 1992<sup>5</sup> a annoncé des mesures très dures contre les terroristes. Le pouvoir a obtenu **deux succès** encourageants depuis lors : révolte maîtrisée de la prison de Miguel-Castro-Castro et arrestation d'Abimael Guzman, leader du sentier.

## 7. Conclusions

On assiste depuis quelques années en Amérique latine à l'**émergence d'une philosophie néo-libérale** qui inspire désormais les nouveaux gouvernements démocratiques. Cette évolution, stimulée en particulier par les Etats-unis, peut-elle faire oublier l'**aggravation des inégalités sociales** et la **multiplication des laissés-pour-compte** ? Ceux-ci viennent grossir les rangs des divers partis de gauche démocratique qui apparaissent comme une solution d'alternance possible permettant de canaliser le mécontentement. Ce "contre-poids" politique est nécessaire afin d'éviter que ce mécontentement ne choisisse la voie de la lutte armée. Une opposition crédible et active est donc en Amérique latine, dans les circonstances actuelles, plus nécessaire que jamais.

On constate dans certains pays actuellement un lent **regroupement** des guévaristes, communistes, trotskistes, socialistes, chrétiens et même nationalistes autour d'un projet démocratique et réformiste. Ce que l'on pourrait appeler "la nouvelle gauche" se doit de rester à l'écoute du peuple et éviter le discours idéologique si elle veut survivre. Des partis jeunes comme le Frente amplio en **Uruguay** (qui réunit plusieurs courants d'anciens partis de gauche depuis 1971), le M-19 en **Colombie**, le PRD au **Mexique**, le FMLN au **Salvador**, la Causa R au **Venezuela**, le PT au **Brésil**, dont les programmes ont certes quelques traits de populiste, apparaissent capables de créer l'enthousiasme populaire autour d'un programme électoral alternatif. Mais d'autres pays ne connaissent pas ce genre de partis de "gauche modernisée". Le **Pérou** offre l'exemple le plus marquant d'un pays dans lequel la gauche, très divisée quant à la question de son leadership et de son idéologie, n'est plus crédible. Aux élections municipales de fin janvier dernier, elle a en effet subi un revers très important. Dans ce pays actuellement, seuls les petits partis "indépendants" régionaux qui sont les vainqueurs de ce scrutin, sont en mesure d'empêcher que les mouvements de guérillas canalisent le mécontentement à leur profit.

---

<sup>5</sup> Date du coup d'Etat constitutionnel organisé par le président avec le soutien de l'armée.

L'Amérique latine de la seconde moitié des années 80 a fait le **double choix** du marché et de la démocratie. A l'aube de la décennie 90, on constate à la fois un bilan économique mitigé et une difficulté manifeste des gouvernements à alimenter les attaches démocratiques.

Dans les années 60, le sous-continent a été secoué par les tentations révolutionnaires. Se réveilleront-elles, si la démocratie et le marché se révèlent être des impasses ? Certes les régimes démocratiques sont là et rien ne laisse prévoir qu'ils puissent être emportés par de nouvelles tentatives autoritaires. Le **contexte international** ne s'y prête pas, les **mouvements de guérillas** sont loin d'avoir atteint les forces suffisantes pour engager une lutte armée de front contre les gouvernements, et les **militaires** en sont encore à se refaire une doctrine. Néanmoins, l'**assise sociale** des nouvelles démocraties paraît fragile en raison du peu de solutions proposées par le modèle néo-libéral pour diminuer les déséquilibres sociaux.

Le président péruvien Fujimori a fait une déclaration en 1990 qui put être comprise comme une vision régionale de la problématique des guérillas : "Le problème du Sentier lumineux ne sera pas résolu à court terme... Ce serait absurde d'y songer. Je pense qu'il s'agit d'une expression de mécontentement social, d'une forme de protestation qui ne peut se régler uniquement par les armes. Ce qu'il faut, c'est éliminer la pauvreté".

Les mouvements de guerillas se nourrissent donc de la persistance des déséquilibres sociaux. L'avenir de ces mouvements paraît dépendre de l'incapacité des Etats à les résoudre.

## SECRETARIAT POLITIQUE

p.B.58.71 Amérique latine - DEJ/LER

Berne, le 24 février 1993

Les guérillas en Amérique latine : évolution et perspectives

L'importance des mouvements de guérillas en Amérique latine a diminué depuis le début de cette décennie. Les derniers mouvements qui subsistent semblent moins bien organisés dans leurs structures politiques et jouissent d'une assise populaire moins importante qu'il y a encore une dizaine d'années. Cependant, le sous-continent latino-américain souffre de problèmes de **déséquilibres sociaux** qui permettent aux guérilleros de continuer d'avoir une **justification idéologique**.

Le sous-continent vit à l'heure des **réformes néo-libérales** qui permettent d'améliorer les résultats macro-économiques mais qui engendrent des **coûts sociaux** importants. Cette nouvelle politique n'est pas porteuse d'une idéologie qui permette de **canaliser le mécontentement**. Les gouvernements élus ont bien du mal à alimenter les croyances démocratiques. Dans cette optique, les partis politiques de gauche qui partagent des **valeurs sociales-démocrates** opposées au libéralisme ont un rôle fondamental à jouer pour montrer qu'une **alternative démocratique au modèle néo-libéral** existe. Le futur des guérillas semble donc dépendre de la capacité des structures politiques des Etats latino-américains à répondre aux aspirations populaires.